

LES INFLEXIONS RECENTES DE L'HISTOIRE ECONOMIQUE ET SOCIALE DES CAMPAGNES FRANÇAISES A L'ÉPOQUE MODERNE

FABRICE BOUDJAABA

Centre National de la Recherche Scientifique

RESUMEN. La historia rural francesa de la época moderna vivió su período de esplendor en los años que van de 1950 a 1980. Con posterioridad se hablaría de la crisis de la historia rural en el contexto de la crisis de la historia cuantitativa. Este artículo informa sobre el *revival* que ha conocido la historia rural en Francia en los últimos quince años, donde los historiadores han renovado sus métodos de trabajo. Sin perder de vista la magnitud de este campo de estudios, han optado por un camino situado a medias entre la micro y la microhistoria. Las investigaciones recientes han cambiado así su punto de vista tradicional. Menos centradas en describir las estructuras económicas agrícolas, han estado más atentas a los cambios, a los desarrollos, a la integración de los campesinos en el mercado, a la interrelación del campo y la ciudad, a lo ocurrido con los ciclos familiares de las familias campesinas, etc. Si los historiadores franceses han avanzado todavía poco en esta dirección, no por ello en los últimos quince años la Historia Rural Francesa ha dejado de conocer una amplia internacionalización.

Palabras clave: Historia rural, campesinos, Francia, historiografía, cambio agrícola.

ABSTRACT. The French rural history of the early modern period has seen a glorious period in the years 1950 to 1980. We then spoke about the crisis of rural history in the context of the crisis of quantitative history. This article provides a historiographic overview of the revival of rural history in France for fifteen years. Historians renewed their methods. Without abandoning the extent of the phenomena, they chose a middle path between micro and macro history. Recent studies have changed our view of the countryside in the early modern period. Less focused on

Recibido: 8 enero 2012 Aceptado: 20 marzo 2012

describing the economic structures of the countryside, rural historians are more responsive to changes, developments, integration of farmers into the markets, interrelations between cities and countrysides, the family life cycle farm etc. If french historians are fewer to work about it, the French Rural History was repeated and widely internationalized over the past fifteen years.

Keywords : Rural history, peasants, France, Historiography, agricultural change.

1. Introduction

L'histoire rurale a constitué un des domaines les plus féconds de l'historiographie française de l'époque moderne des années 1950 au début des années 1980, et a largement participé des trente Glorieuses d'une certaine histoire sociale attachée à la prise en compte des groupes sociaux et soucieuse d'examiner au plus près les rapports de forces économiques entre catégories sociales. Au regard de la place qu'occupe actuellement l'histoire rurale parmi les historiens français de l'époque moderne on a peine à imaginer l'ampleur d'un succès pourtant pas si lointain. Les raisons de ce succès comme du désamour envers ce champ d'étude sont bien connues. Le triomphe de l'histoire rurale doit beaucoup à l'influence de l'*École des Annales* d'une part, à celle du marxisme dans les années 1950-1970 d'autre part; sa défaveur est à mettre en relation avec la crise de l'histoire économique en général, le déclin du marxisme, l'émiettement des pratiques historiennes et avec le succès de l'histoire culturelle. Nous y reviendrons rapidement¹. Mais dans cet article nous souhaiterions nous éloigner un peu de ces désormais vieux débats et surtout concentrer notre attention sur les éléments qui manifestent le renouveau de l'histoire rurale à l'époque moderne, les nouvelles inflexions méthodologiques et les nouvelles problématiques qui la traversent depuis une quinzaine d'années, vingt ans tout au plus. Car si l'histoire rurale réunit aujourd'hui un nombre relativement modeste d'historiens de l'époque moderne, ces derniers ont largement renouvelé leurs approches et su rattraper, au moins partiellement, leur retard en termes d'internationalisation de la recherche.

Toutefois, il est impossible dans le cadre de cette article d'évoquer toutes les publications des ruralistes en histoire moderne qui, même moins nombreux, ont beau-

1 Sur la phase glorieuse de l'Histoire Rurale et les raisons de la désaffection on trouvera une synthèse commode dans BEAUR, G. « The Benefits of a Historiographic Crisis: The Study of French Rural History (c.1500-1800) during the Last Fifty Years», in *Rural History in the North Sea Area. An Overview of Recent research (Middle Ages- Twentieth Century)*, ed by THOEN, E. and VAN MOLLE, L., Turnhout, Brepols, 2006, pp. 95-118.

coup produit. C'est pourquoi nous avons délibérément choisi de concentrer notre attention sur les publications qui, à notre sens, entrent le plus en résonance et en débat avec les traditions historiographiques de l'histoire rurale française – bien connues des historiens espagnols –, c'est-à-dire, celles qui s'inscrivent dans le large courant de l'histoire économique et sociale des campagnes. Je laisserai donc volontairement de côté d'autres aspects des travaux récents des ruralistes tels que les publications liées à l'histoire de l'environnement par exemple qui, à notre sens, se situent moins en résonance avec la tradition socioéconomique de l'histoire rurale en France².

2. Les cadres institutionnels du nouveau

Si l'on devait trouver une date ou un événement fondateur du nouveau des études rurales en France, au-delà de l'époque moderne *stricto sensu* d'ailleurs, la création de la revue de l'association des historiens ruralistes, *Histoire et Sociétés Rurales*, en 1994, serait sans doute à retenir. La revue regroupe alors à travers son comité scientifique et son comité de lecture la quasi-totalité des grands noms qui ont fait les grandes heures de l'histoire rurale, de Jean Jacquart à Pierre Goubert en passant par Marcel Lachiver, et les ruralistes de l'époque moderne les plus reconnus qui sont encore en activité aujourd'hui, de Jean-Marc Moriceau, fondateur et directeur de la revue, à Gérard Béaur en passant par Annie Antoine. La revue fut et est un incontestable succès dans la mesure où elle a redonné une visibilité claire à l'histoire rurale qui est, il est vrai, relativement absente dans les autres revues thématiques françaises et, en fait, souvent cantonnée aux revues régionales. L'association a également fonctionné comme une institution fédératrice des chercheurs en histoire rurale par l'organisation de manifestations et un important travail de diffusion de l'information scientifique auprès de ses membres. Parallèlement à ce projet éditorial, complété par la création d'une collection, la « bibliothèque d'histoire rurale », s'est développé un pôle d'histoire rurale transdisciplinaire dynamique au sein de la maison de Sciences de l'Homme de Caen qui dépasse largement les bornes chronologiques de la période moderne. Ajoutons que le choix du thème « Les paysans et la terre en France et en Angleterre à l'époque moderne » au concours de l'agrégation d'histoire des années 1999 et 2000 a également suscité un regain d'intérêt pour l'histoire rurale et donné

2 Je pense par exemple à l'émergence de travaux sur la notion de catastrophe naturelle et au renouvellement des enquêtes sur le climat d'Emmanuel Garnier par exemple, mais la question de l'environnement déborde en fait largement celle de l'histoire rurale. Voir le numéro spécial des *Annales HSS*, 66, 1-2011 consacré à l'environnement.

3 MORICEAU, J.-M., *La terre et les paysans au XVII^e et XVIII^e siècles. Guide d'histoire agraire*, Rennes, Bibliothèque d'Histoire Rurale, 1999.

lieu à un certain nombre de publications, de synthèses et de mises au point historiographiques et bibliographiques³ encore très utiles⁴.

Le second cadre institutionnel favorable au renouvellement des études rurales est celui des collaborations internationales. Les réseaux de chercheurs en histoire rurale sont longtemps restés cantonnés au cadre hexagonal, peut-être plus longtemps que d'autres champs de l'histoire moderne. Depuis une dizaine d'années, ils sont en revanche beaucoup plus insérés dans des réseaux scientifiques européens et ont davantage intégré le comparatisme dans leur démarche. Le programme européen COST PROGRESSORE dirigé par Gérard Béaur (2005-2008) a largement contribué à l'ouverture des ruralistes français sur les autres pays européens et incité à la confrontation de l'historiographie française avec celles de ses voisins⁵. L'équipe des ruralistes du Centre de Recherches Historiques de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales a constitué un réseau solide de collaborations à l'échelle européenne qui s'est traduit encore récemment par la mise en place d'un GDRI (Groupement de Recherches Internationales 2012-2015) du CNRS consacré aux crises dans les sociétés rurales européennes et qui rassemblent autour de lui plusieurs laboratoires étrangers dont deux espagnols (le Centre de Recerca d'Història Rural de l'université de Girona et le Seminario de Historia Social de la Población de l'université d'Albacete).

3. Nouvelles méthodologies, nouveaux terrains

Sur le plan méthodologique, on peut dire que le changement des échelles d'analyse a été fondamental pour permettre le renouvellement de l'histoire rurale. L'une des caractéristiques majeures de l'histoire rurale traditionnelle des années 1950-1970 fut de s'appuyer sur la production de grandes monographies régionales qui fournissent encore aujourd'hui des cadres essentiels à la réflexion. Cependant, cette démarche a perdu, avec le temps, sa pertinence⁶. D'une part, ces enquêtes, par

4 BEAUR, G., *Histoire agraire de la France au XVIIIe siècle*, Paris SEDES, 2000. Cet ouvrage constitue encore à ce jour la synthèse la plus éclairante en matière d'histoire économique et sociale des campagnes, tant en termes de résultats que pour sa manière de rendre compte des débats historiographiques.

5 Ce programme a donné lieu à la tenue de douze workshops et prévoit la publication de 12 ouvrages, dont la moitié est d'ores et déjà publiés dans la nouvelle collection de Brepols « Rural History in Europe » dirigée par Gérard Béaur. L'internationalisation est également visible à travers la parution, dans d'autres cadres institutionnels, d'ouvrages de collaboration bi-nationale : VIVIER, N., *Ruralités française et britannique. 13^e-20^e siècles. Approches comparées*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes (PUR), 2005 ; BEAUR, G. et DUHAMELLE, Ch., *Les sociétés rurales en Allemagne et en France*, Rennes, PUR, Bibliothèque d'histoire rurale 8, 2004.

6 C'est ce que G. Béaur appelle dans le premier numéro d'*Histoire et Sociétés Rurales* les désarrois du quantitativisme ; BEAUR, G., « L'histoire de l'économie rurale à l'époque moderne ou les désarrois du quantitativisme. Bilan critique », *Histoire et Sociétés Rurales*, 1, premier semestre 1994.

la masse d'archives qu'elles sollicitaient, permettaient difficilement de sortir d'une démarche strictement quantitative. D'autre part, elles furent dans les années 1980 confrontées à la loi des rendements décroissants. Au point qu'on a pu s'interroger sur la nécessité de procéder encore à des dépouillements massifs de données pour aboutir à des analyses – nécessairement assez générales – de la répartition de la propriété par exemple, si bien que les historiens ruralistes ont largement renoncé à ce type d'approche dès la fin des années 1980. L'une des solutions possibles eut sans doute été la démarche microhistorique. Cette méthode pourtant n'a pas eu en histoire rurale un écho aussi fort que dans d'autres champs de l'histoire moderne. Plus que d'autres domaines de l'histoire sans doute l'histoire rurale est restée attachée à la mesure des phénomènes, à la quantification des comportements. Sauf au travers de l'édition de sources, on trouvera donc peu de travaux récents en histoire rurale s'appuyant sur une démarche de type strictement micro historique⁷, mais plutôt des travaux portant sur des groupes d'individus formant une communauté d'habitants ou une catégorie sociale ou professionnelle précise.

L'une des réponses les plus fructueuses des historiens ruralistes fut donc le changement d'échelle. L'un des modèles du genre fut sans doute le livre que Jean-Marc Moriceau consacra à un groupe social précis : les grands fermiers d'Ile-de-France et à leur ascension sociale sur la longue durée⁸. On peut citer parmi les travaux plus récents qui depuis ont intégré ce changement d'échelle les travaux de J-L Viret consacrés à deux villages d'Ile-de-France au XVII^e siècle⁹. L'auteur privilégie une approche de la société rurale par la famille et son système de valeurs. Dans nos propres travaux, si l'on nous permet cette incise, nous avons choisi une espace relativement modeste correspondant à deux cantons, au sens actuel du terme, en orientant l'enquête vers l'analyse du rapport des familles paysannes aux marchés et au patrimoine et non vers la description générale d'une société paysanne¹⁰. Au total, il est devenu évident que le renouvellement de ce champ historiographique passe aujourd'hui par la définition d'un terrain d'enquête plus ciblé et le choix d'une ou deux interrogations fortes et que la description du fonctionnement global d'une vaste société rurale

7 A l'exception de la thèse de Clément Gurvil qui a beaucoup d'égards s'inscrit dans le courant qu'on pourrait qualifier d'histoire culturelle mais il est vrai que l'auteur s'intéresse à un type de paysans singuliers, le paysan de Paris. GURVIL, C., *Les paysans de Paris du milieu du XV^e au début du XVII^e siècle*, Paris, Honoré Champion, octobre 2010.

8 MORICEAU, J.-M., *Les Fermiers de l'Ile-de-France. L'ascension d'un patronat agricole (XV^e-XVIII^e siècle)*, Paris, Fayard, 1994.

9 VIRET, J.-L., *Valeurs et pouvoir. La reproduction familiale et sociale en Ile-de-France. Ecouen et Villiers-le-Bel (1560-1685)*, Paris, Presses Universitaires de Paris-Sorbonne, 2004.

10 BOUDJAABA, F., *Des paysans attachés à la terre ? Familles, marchés et patrimoines dans la région de Vernon (150-1830)*, Paris, Presses Universitaires de Paris-Sorbonne, 2008.

est une voie peu fructueuse au regard des problématiques actuelles, même s'il existe des régions françaises qui n'ont pas « leur » historien, « leur » thèse d'Etat.

Les ruralistes n'ont donc pas renoncé au macro pour le micro ; ils ont plutôt largement privilégié la voie meso que G. Béaur les invitait à emprunter dans le premier numéro de la revue *Histoire et Sociétés Rurales*¹¹. Délaissant les grandes enquêtes régionales englobant toute la société rurale, les historiens ruralistes se sont intéressés à des catégories précises de la population ou à des espaces plus restreints avec une orientation problématique plus explicite. Dans un article éclairant de 1999, G. Béaur fait le point sur les difficultés rencontrées dans l'analyse de la société rurale en termes de catégories sociales¹². Pourtant à l'inverse peut-être d'autres champs thématiques de l'histoire moderne, les historiens ruralistes rechignent à jeter aux orties cette grille d'analyse. Comme l'indique G. Béaur, « mettre l'accent sur les liens entre les individus et sur la cohérence de leur stratégie, l'un des fins mots de la micro-histoire, n'est-ce pas mettre entre parenthèses la position non-équivalente des individus et des familles sur l'échiquier social ? »¹³.

En d'autres termes, la crise de l'histoire rurale dont on fait le constat au début des années 1990 n'est pas propre à celle-ci mais concerne l'ensemble de l'histoire sociale. Toutefois, la crise a semblé plus forte pour l'histoire des campagnes dans la mesure où ce champ thématique, plus qu'un autre, a longtemps privilégié le recours aux systèmes de classification sociale et a peut-être été le fer de lance de cette démarche. Loin d'y renoncer les historiens ruralistes s'intéressent cependant de plus en plus aux liens de solidarités, aux réseaux de relations de parenté, de voisinage etc., qui structurent les sociétés rurales mais ils restent attentifs au fait qu'une société est également régie par des rapports de force économiques et sociaux, des hiérarchies, qu'une utilisation raisonnée des catégories sociales permet de mettre en évidence.

C'est dans cette voie, moyenne à certains égards, que l'histoire des campagnes à l'époque moderne a trouvé ces dernières années les ferments de son renouveau.

4. De la fermocratie à la petite paysannerie entreprenante : des campagnes en mouvement

La parution il y a une vingtaine d'année d'un ouvrage tel que celui de Jean-Marc Moriceau sur les fermiers de l'Ile-de-France a sans doute constitué, nous l'avons dit, un des jalons de la réévaluation du fonctionnement des sociétés rurales en France à

11 BEAUR, G., *art. cit.*

12 BEAUR, G., « Les catégories sociales à la campagne : repenser un instrument d'analyse », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, 1999, 1, p. 159-176.

13 BEAUR, G., *art. cit.*, p. 177.

l'époque moderne¹⁴. La démonstration du dynamisme économique de l'élite fermière a permis de rompre avec une vision sans doute trop statique et trop exclusivement économique des réalités villageoises. Cet ouvrage a ouvert, par incidence, la voie à une réflexion à la fois sur les rapports de force sociaux au sein du monde rural et sur le rôle de certains groupes dans les mutations de l'espace rural à la fin de l'époque moderne. En participant, à sa manière, de la destruction du mythe du village immobile sous l'Ancien Régime, cette monographie d'un sous-groupe social spécifique a fait émerger de nouvelles interrogations sur le changement dans le monde rural, notamment sur le plan technique, productif et commercial et sur la complexité des rapports sociaux¹⁵. En mettant en évidence dans le champ économique et agricole le rôle prépondérant d'un groupe social particulier, cette étude a contribué au renouvellement des approches d'un monde rural traditionnellement observé à travers le prisme de la répartition de la propriété, c'est-à-dire, envisagée à travers la question de la surface des exploitations et de la part du sol possédé par chaque groupe social et à travers la question de la domination seigneuriale qu'elle soit noble, ecclésiastique, ou bourgeoise et horsine, sur la paysannerie.

En contournant la question des catégories sociales, Florent Quellier a mis en lumière les dynamiques qui animent le monde rural d'Ile-de-France aux XVII^e et XVIII^e siècles¹⁶. Dans un ouvrage très neuf, l'auteur s'intéresse au développement de l'arboriculture fruitière en Ile-de-France mais, au lieu de partir de l'analyse d'un groupe social, celui des arboriculteurs, de toute façon difficilement identifiable puisque s'agissant d'une culture émergente au début du XVII^e siècle, il part d'une pratique agricole, recherchée dans les actes notariés de la vallée de Montmorency, la confronte aux écrits théoriques d'agriculture des contemporains pour finalement faire réémerger, au moins partiellement, un groupe paysan singulier, celui de ces villageois qui cultivent la terre mais vivent au contact et commercent avec la ville et la cour. L'ouvrage ouvre au moins trois perspectives intéressantes en termes de renouvellement des approches de la société rurale et du monde agricole. D'une part, il met en lumière l'intensité des relations entre certaines campagnes et les villes et surtout met en évidence le rôle du marché de consommation et de la demande dans les réorientations culturelles¹⁷. D'autre part, Quellier insiste sur l'émergence d'un nouveau

14 MORICEAU, J.-M., *Les fermiers de l'Île-de-France*, op. cit.

15 Pour reprendre le titre de l'ouvrage de BOUCHARD, G., *Le Village immobile : Sennely-en-Sologne au XVIII^e siècle*, Paris, Plon, 1972.

16 QUELLIER, F., *Des fruits et des hommes. L'arboriculture fruitière en Île-de-France (vers 1600-vers 1800)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2003. L'auteur indique p. 14 vouloir « faire une histoire sociale des campagnes parisiennes qui ne soit pas la monographie d'un groupe ».

17 Déjà mis en évidence par des travaux sur la maîtrise du foncier par les élites urbaines. Voir par exemple notamment JARNOUX, Ph., *Les Bourgeois de la terre. Fortunes et stratégies foncières à Rennes*

paysage agraire très organisé, les arbres fruitiers le long des routes et des chemins transforment les paysages de ces campagnes¹⁸. Enfin, le livre laisse entrevoir les influences culturelles et techniques mutuelles entre le monde paysan et celui des possédants de la terre. Les seconds, lecteurs de traités horticoles, apportent leurs connaissances livresques aux paysans mais ne sont pas imperméables aux savoir-faire et aux techniques des premiers.

Ce type de campagnes, singulières parce que à proximité des villes, où les relations sociales semblent à la fois plus complexes mais aussi offrir davantage d'opportunités, présentent donc un double intérêt : d'une part, celui de donner à voir l'évolution des techniques agraires alors que jusqu'ici nos connaissances, du calendrier agricole par exemple, étaient surtout issues de travaux historiques sur la céréali-culture, d'autre part, de mettre évidence qu'une société villageoise sous l'Ancien Régime n'est pas nécessairement un monde clos sur lui-même mais qu'au contraire les relations avec l'extérieur et la ville sont multiples, la campagne et la cité échangeant non seulement des produits agricoles et artisanaux mais aussi des valeurs et des représentations culturelles. D'autres travaux récents ont creusé le sillon tout frais des campagnes à proximité des villes et des nouveaux marchés de consommation et ont donné à voir une autre image, plus dynamique, des campagnes d'Ancien Régime. Citons tout d'abord l'ouvrage de Hervé Bennezon consacré à Montreuil sous le règne de Louis XIV¹⁹. Ce qui est devenu aujourd'hui une des plus grosses villes de la banlieue parisienne n'est alors qu'un village. Source de ravitaillement pour Paris, le village est aussi un lieu de résidence de l'aristocratie et de la bourgeoisie. A partir de l'étude d'inventaires après décès, l'auteur met en évidence les influences culturelles mutuelles entre gens de la terre et élite urbaine. Il décrit également l'ingéniosité d'une population de laboureurs, mais aussi de jardiniers, qui cultivent tantôt la vigne, tantôt les fraises et les asperges, et développent la lucrative culture des pêches à destination d'une clientèle urbaine aisée. L'ouvrage souligne l'émergence d'une paysannerie

au XVIII^e siècle, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1996. Plus récemment, VIGNERON, S., *La pierre et la terre. Le marché foncier et immobilier dans les dynamiques sociales du Nord de la France aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Lille, Septentrion, 2007.

18 Les travaux sur la notion de paysage à l'époque moderne constituent l'un des renouvellements thématiques de la discipline. ANTOINE, A., *Le paysage de l'historien. Archéologie des bocages de l'Ouest de la France à l'époque moderne*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2002 ou encore ANTOINE, A. et MARGUERIE, D. (dir.), *Bocage et sociétés*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008. L'ouvrage de Quellier, *op. cit.*, entre également dans ce champ. L'intérêt accru pour les espaces agricoles marginaux s'inscrit aussi dans cette réflexion sur les paysages : BRUMONT, F. (dir.), *Prés et pâtures en Europe occidentale, Actes des 28^e Journées internationales d'histoire de l'Abbaye de Flaran*, 15-16 septembre 2006, Toulouse, Presses de l'Université du Mirail, 2008.

19 BENNEZON, H., *Montreuil sous le règne de Louis XIV*, Paris, Les Indes Savantes, 2009.

20 MEROT, FL., *L'homme et son milieu en vallée de Montmorency sous l'Ancien Régime, un paysage original aux portes de Paris (vers 1640-vers 1800)*, Thèse de l'Université Paris XIII, 2010.

singulière qui partage, partiellement, avec le monde urbain plusieurs traits communs, des formes de l'habitat aux modes vestimentaires, en contact permanent avec et par le marché. Dans une perspective un peu différente, la thèse de Florent Mérot donne également à voir les ressources et les capacités d'adaptation d'une petite paysannerie trop souvent considérée comme figée au regard du dynamisme désormais bien connu des grands fermiers des plaines céréalières d'Ile-de-France²⁰. L'auteur s'intéresse, à travers une multitude de sources cartographiques, notariées et judiciaires notamment, à la manière dont les hommes ont transformé le paysage de la vallée de Montmorency entre le milieu du XVII^e siècle et les années 1780. Bénéficiant de bonnes communications avec Paris et de l'investissement des propriétaires dans les possibilités du sol, les paysans diversifient les modes de cultures et développement de nouvelles productions fruitières, à commencer par la cerise, à destination des marchés parisiens et versaillais. En prenant appui sur le paysage et ses transformations la thèse renouvelle l'approche des transformations agraires et des relations villes-campagnes²¹.

D'une manière générale, l'intérêt des historiens modernistes s'est porté sur toutes les formes de spécialisations agricoles. La culture céréalière et la question de l'autosubsistance avait durablement focalisé l'attention des ruralistes qui, depuis quelque années, mettent en avant la variété des productions et des paysanneries. On pense par exemple aux travaux récents précédemment cités mais également à ceux consacrés à l'élevage²². La viticulture, sujet classique depuis les travaux de Marcel Lachiver, connaît elle aussi un nouvel intérêt²³. La nouveauté, comme pour l'élevage, ne vient pas du sujet en lui-même, l'historiographie ancienne n'a évidemment jamais ignoré ces deux réalités ; elle réside dans le choix des échelles d'analyse et dans un approfondissement de nos connaissances en terme d'insertion de ces activités dans des circuits marchands qui à nouveau font le lien entre la campagne et la ville. Les travaux de Benoit Musset²⁴ sur le vin de champagne et la création d'un produit de luxe répondant à une demande internationale attestent de l'importance de l'insertion dans les marchés pour expliquer un développement agricole spécifique²⁵.

21 On pourrait également penser à nouveau au travail de Clément Gurvil, *op. cit.* Ce petit groupe minoritaire, fragile économiquement et très forcément concurrencé pour le contrôle du foncier, constitue un intermédiaire culturel entre villes et campagne et parvient à s'adapter à la demande urbaine, passant peu à peu du statut de laboureur à celui de jardinier.

22 Voir MORICEAU, J.-M., *L'élevage sous l'Ancien Régime*, Paris, SEDES, 1998. Ou encore REYNAUD, FI., *L'élevage bovin. De l'agronome au paysan (1700-1850)*, Rennes, PUR, 2010.

23 LACHIVER, M., *Vins, vignes et vigneron. Histoire du vignoble français*, Paris, Fayard, 1988.

24 MUSSET, B., *Vignobles de Champagne et vins mousseux. Histoire d'un mariage de raison (1650-1830)*, Paris, Fayard, 2009.

25 On peut évoquer les travaux récents sur certains châteaux bordelais de Marguerite Figeac et Stéphanie Lachaud, FIGEAC, M., *Les Lur Saluces d'Yquem de la fin du XVIII^e siècle au milieu du XIX^e siècle*, Mollat-FHSO, Bordeaux, 2000, LACHAUD, S., *Vin, vigne et vigneron en Sauternais à l'époque*

Plus globalement, on peut dire que l'historiographie française des quinze dernières années a beaucoup insisté sur les changements, les transformations du monde rural. Non pas que les travaux plus anciens aient été insensibles à ce qui fait l'essence même de l'histoire, mais ils avaient d'abord cherché à mettre en évidence le fonctionnement global des structures agraires, la répartition globale de la propriété, les rapports de force socioéconomiques au sein des sociétés rurales plutôt que leurs évolutions. Les travaux plus récents, parce qu'ils ont changé d'échelle d'analyse, ont davantage insisté sur les dynamiques que sur les structures. Le titre de l'ouvrage issu du colloque de Dijon en hommage à l'historien Pierre de Saint-Jacob (1906-1960), *Campagnes en mouvement en France du XVIIe au XIXe siècle*, atteste de ces réorientations de la discipline²⁶. La plupart des chapitres mettent l'accent sur les mobilités de toute nature, qu'il s'agisse de celle de certains groupes sociaux, de la mobilité des biens au travers du marché foncier ou de la transformation des techniques agraires.

En ce sens, ces travaux, à différents degrés, réinterrogent une des plus vieilles controverses de l'historiographie rurale française : celle de la supériorité du modèle d'agriculture capitaliste anglais issu du mouvement des enclosures sur un modèle français dont le décollage économique serait ralenti par la persistance de structures agraires plus ou moins archaïques et un système agricole dominé par la petite exploitation jusqu'au XXe siècle²⁷. Cette supériorité a été depuis largement discutée à deux niveaux. D'une part, les travaux de Moriceau et ceux de Moriceau et Postel-Vinay²⁸ ont démontré, dans les années 1990, à partir de l'exemple des grands fermiers d'Ile-de-France, l'existence d'une classe de paysans entrepreneurs, très insérés dans les circuits de commercialisation du grain et de la paille (notamment à destination des écuries urbaines), conforme à l'image d'une agriculture capitaliste et qui supporte aisément la comparaison avec l'agriculture du Norfolk – région qui sert souvent trop exclusivement à la démonstration des qualités productives du modèle agricole anglais dans son ensemble²⁹. D'autre part, la multiplication des travaux sur des formes spécialisées d'agriculture, l'attention portée à leur insertion dans les cir-

moderne (1650-1789), Thèse de l'Université de Bordeaux 3, 2010 ; ou aux travaux sur le vin de Languedoc dans la longue durée de GAVIGNAUD-FONTAINE, G. et LARGUIER, G., *Le vin en Languedoc et en Roussillon. De la tradition aux mondialisations*, Canet, Editions Trabucaire, 2007.

26 FOLLAIN, A. (dir), *Campagnes en mouvement en France du XVIIe au XIXe siècle : actes du colloque international d'histoire rurale autour de Pierre de Saint Jacob*, 2007, Dijon, Editions Universitaires de Dijon, 2008.

27 MAYAUD, J.-L., *La petite exploitation rurale triomphante*, Paris, Belin, 1999.

28 MORICEAU, J.-M. et POSTEL-VINAY, G., *Ferme, entreprise, famille. Grande exploitation et changements agricoles : les Chartier (XVIIe-XIXe siècles)*, Paris, Editions de l'EHESS, 1994.

29 OVERTON, M., *Agricultural Revolution in England. The Transformation of the Agrarian Economy, 1500-1850*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

cuits commerciaux qu'il s'agisse des cultures fruitières, de l'élevage ou de la vigne, met en évidence la capacité d'adaptation aux besoins des marchés urbains ou lointains de paysans beaucoup plus modestes à l'image, par exemple, des dynamiques métayers du Bas-Maine qui savent tirer profit de leur activité d'éleveur³⁰. Du même coup, l'image d'une petite paysannerie s'inscrivant exclusivement dans une logique d'autosubsistance s'éloigne. En tous les cas, elle n'est plus recevable pour des pans entiers de la paysannerie et pour une large part du XVIII^e siècle. La petite exploitation fait donc l'objet d'une forme de réhabilitation par son adaptabilité, sa capacité à intégrer les marchés, à accepter les innovations culturelles et finalement repose aux historiens ruralistes la question de la productivité de l'agriculture d'Ancien Régime.

Les grandes publications consacrées à la productivité du sol pour l'essentiel datent des années 1970 et du début des années 1980³¹. Le thème a été durablement délaissé mais est redevenu important depuis la fin des années 1990, dans la mesure où la réactivation du débat sur les mérites comparés des agricultures française et anglaise avait besoin de disposer d'éléments concrets, de mesures de cette productivité. En 1996 G. Béaur proposait un numéro spécial de la revue *Histoire et Mesure* (1996/3) consacré à ce thème. Ce premier volume abordait la question dans sa dimension historiographique et théorique. Un second numéro de la revue (2000-3/4), sous la même direction, proposait plusieurs études de cas avec le souci de trouver de bons indicateurs de cette productivité. Jean-Michel Chevet proposait une analyse comparée de la productivité des agricultures française et anglaise³². À côté de l'indicateur classique de la productivité du sol entendue comme rendement des blés à l'hectare, la rente foncière a constitué une autre piste empruntée dans les années 1990³³. Depuis les années 2000, et le numéro d'*Histoire et Mesure* le souligne, la mesure de la productivité au travers des comptabilités d'exploitations agricoles semble une voie prometteuse empruntée notamment par Annie Antoine³⁴. Bien entendu ce type de source ne permet pas de répondre aux questions classiques macroéconomiques sur la production nationale et la croissance des rendements à l'hectare au XVIII^e siècle,

30 ANTOINE, A., *Fiefs et villages du Bas-Maine au XVIII^e siècle*, Mayenne, Editions Régionales de l'Ouest, 1994.

31 GOY, J. et LE ROY LADURIE, E., (textes présentés et rassemblés par), *Prestations paysannes, dîmes, rente foncière et mouvement de la production agricole à l'époque préindustrielle*, Paris, Éditions de l'EHESS, Cahiers des Études Rurales, III, 1982.

32 CHEVET, J.-M., *La terre et les paysans en France et en Grande-Bretagne du début du XVII^e à la fin du XVIII^e siècles*, Paris, Messène, 2 volumes, 1998 et 1999.

33 HOFFMAN, Ph., « Un nouvel indice de la productivité agricole : les baux de Notre-Dame de Paris, 1450-1789 », *Histoire et Mesure*, 1991-6, pp. 215-243.

34 ANTOINE, A., « Entre macro et micro. Les comptabilités agricoles du XVIII^e siècle », *Histoire et Mesure*, 2000, 2-4, pp. 247-270.

mais elle permet une étude microéconomique des rendements d'une exploitation. Ce type d'enquête rend possible, notamment par une meilleure prise en compte de la spécialisation, en l'occurrence ici de l'élevage dans les métairies du Bas-Maine, et de leur insertion dans les circuits commerciaux pour comprendre le degré de rentabilité de ces exploitations et des modes de faire-valoir³⁵. Très récemment une thèse portant sur les petites exploitations de région parisienne au début du XIXe siècle a mis en évidence la bonne rentabilité des petites exploitations. A l'inverse de l'idée répandue selon laquelle les grandes fermes offriraient de meilleurs rendements, Laurent Herment a démontré que les petites exploitations avaient des rendements sur la première sole au moins équivalents à ceux des grandes exploitations, ce qui a permis à ces petits paysans d'accumuler du patrimoine durant le premier XIXe siècle et d'offrir une meilleure résistance lors des crises agricoles, à l'inverse des grandes fermes sans doute plus dépendantes des marchés³⁶.

Ce travail, comme d'autres, s'inscrit par ailleurs dans un courant qui vise à revisiter la question des crises agricoles. Thème central pour l'historiographie classique, la question des crises agricoles a été principalement abordée par les historiens de deux manières différentes : d'une part, en interrogeant le lien entre crise agraire et crise démographique depuis les travaux désormais classiques de Jean Meuvret, Pierre Goubert et Jacques Dupâquier dans les années 1960-70 ; d'autre part, en cherchant à mesurer, à la suite de Labrousse, les effets des crises agricoles sur le développement artisanal et surtout industriel. Or les corrélations entre crises agricoles, crises démographiques et crises économiques ne sont pas systématiques et les modalités de la diffusion des crises agricoles aux autres secteurs restent mal connues, comme le montre le numéro 2011-1 d'*Histoire et Mesure* intitulé « Revisiter les crises », qui propose à la fois un état des lieux des questions laissées en suspens par l'historiographie et plusieurs études de cas. La question de la soudure ou encore celle de l'endettement paysan consécutif aux crises répétées sont des phénomènes bien réels, mais le processus qui conduit à ces catastrophes méritent à tout le moins encore bien des investigations pour en comprendre les ressorts.

35 ANTOINE, A., « La légende noire du métayage dans l'Ouest de la France (18^e-20^e siècle) », dans BÉAUR, G., ARNOUX, M. et VARET-VITU, M. (dir.), *Exploiter la terre. Les contrats agraires de l'Antiquité à nos jours. Actes du colloque de Caen, 10-13 septembre 1997*, Rennes, Association d'Histoire des Sociétés Rurales, 2003, pp. 457-470.

36 HERMENT, L., *Survivants ou Conquêteurs : reproduction sociale et accumulation patrimoniale chez les petits exploitants agricoles de Seine-et-Oise durant le premier XIXe siècle (1789-1860)*, Thèse de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2010.

5. Les nouvelles approches de l'histoire sociale des campagnes : justices seigneuriales, communaux et relations sociales

Le champ de l'histoire sociale et politique des campagnes a été profondément renouvelé ces dernières années. Dans la lignée des grands travaux d'histoire économique et sociale de type labrousien les modernistes ont longtemps privilégié une approche de la société rurale fondée sur l'analyse des classes sociales, des hiérarchies entre les groupes sociaux et des inégalités principalement en terme de propriétés du sol entre ces différentes catégories sociales. Prenant en compte les critiques dont ces approches ont fait l'objet, les ruralistes se sont résolument orientés vers l'analyse des relations sociales, des formes de solidarités et de conflits entre les individus au sein du village. La parution de l'ouvrage de Jean-Pierre Jessenne en 1989 *Pouvoir au village et Révolution*, qui met en évidence du poids politique d'une frange de la paysannerie dans la gestion de la communauté villageoise, a sans doute constitué un des prémisses de ce qui allait devenir un thème central dans les études rurales : l'analyse des sociabilités qu'elle soit politique, familiale, liées au voisinage ou de nature économique³⁷.

Sur le plan des relations économiques et politiques au sein de l'espace rural on peut schématiquement distinguer deux types de travaux : ceux qui se sont focalisés sur le fonctionnement de la seigneurie d'une part et ceux qui ont attiré l'attention sur une institution fondamentale mais souvent avare d'archives : la communauté villageoise. La seigneurie a longtemps été présentée d'abord et avant tout comme une structure d'oppression pour la paysannerie depuis la fin du Moyen Age et jusqu'à la Révolution, celle-ci mettant justement un terme à un système fiscal social et judiciaire plus ou moins asservissant pour les populations rurales. Sans nier cette dimension de la seigneurie, les travaux de Annie Antoine sur le Bas-Maine ont bien mis en évidence le rôle plus bénéfique de cette institution³⁸. Non seulement le poids fiscal la seigneurie est très variable d'une région à une autre – s'il est encore très lourd en Bourgogne à la veille de la Révolution il est très léger dans une grande partie de l'Ile-de-France – mais la seigneurie peut être l'un des moteurs du bon fonctionnement d'une société rurale³⁹. Dans le Bas-Maine du XVIIIe siècle les châteaux et les fiefs sont nombreux, la seigneurie rend des services à la population, elle constitue ainsi une justice de proximité bien plus abordable pour les paysans, sur le plan

37 JESENNE, J.-P., *Pouvoir au village et Révolution, Artois 1760-1848*, Lille, Presses Universitaires de Lille, 1987.

38 ANTOINE, A., *Fiefs et villages du Bas-Maine, op. cit.*

39 SAINT-JACOB, (de) P., *Paysans de la Bourgogne du Nord*, Rennes et Dijon, Bibliothèque d'Histoire Rurale - AHSR, 1995 (réédition).

financier, géographique et juridique que la justice royale, tout en effectuant un prélèvement fiscal modéré. Cet ouvrage a largement contribué à complexifier notre vision du fonctionnement à la fois de la seigneurie et des relations entre les différents groupes et sous-groupes sociaux qui forment la communauté villageoise. L'ouvrage de Fabrice Mauclair (2008) consacrée à la justice dans le duché-pairie de La Vallière entre Touraine et Anjou⁴⁰, après celui d'Hervé Piant sur Vaucouleurs (2006) achève le travail de réhabilitation de la seigneurie comme institution judiciaire du moins⁴¹. La justice seigneuriale, tout en pouvant contribuer à renforcer la contrainte des seigneurs, peut aussi en effet simplifier la vie des communautés paysannes en leur offrant des outils juridiques plus facilement accessibles et favoriser ainsi le bon fonctionnement de ces communautés, comme l'a encore montré plus récemment Jeremy Hayhoe pour une région, la Bourgogne, où la seigneurie avait une particulièrement mauvaise réputation auprès des historiens⁴². Il ne faudrait cependant pas laisser penser que le système seigneurial sous l'Ancien Régime est maintenant paré de toutes les vertus par les historiens modernistes. L'ouvrage de Thierry Bressant consacré à la mainmorte au XVIIIe siècle vient nous rappeler que le servage est encore en vigueur dans plusieurs régions de France et que le procès engagé par les Lumières contre la mainmorte ne produit ses effets que très lentement⁴³.

La communauté villageoise, quant à elle, est un objet beaucoup plus difficile à appréhender. Cette institution fondamentale au bon fonctionnement de la vie villageoise n'ayant pas de locaux propres, elle a rarement laissé d'archives à l'exception de procès verbaux d'assemblée villageoise épars ou de pièces de procédures judiciaires qu'elle a menées. Pourtant notre connaissance de cette institution et, par là des sociabilités politiques notamment, a beaucoup progressé ces dernières années grâce à l'étude de plus en plus fréquente des archives judiciaires. La communauté d'habitants y est souvent présente à l'occasion d'un conflit contre un particulier ou contre la seigneurie par exemple. Et on trouvera une excellente synthèse des travaux et de l'état des connaissances sur cette institution dans l'ouvrage de Antoine Follain *Le village sous l'Ancien Régime* (2008)⁴⁴. La question des biens communaux et de leur devenir, qui fut centrale lors de la Révolution, a également constitué un ex-

40 MAUCLAIR, F., *La Justice au village. Justice seigneuriale et société rurale dans le duché-pairie de La Vallière (1667-1790)*, Rennes, PUR, 2008.

41 PIANT, H., *Une justice ordinaire. Justice civile et criminelle dans la prévôté royale de Vaucouleurs sous l'Ancien Régime*, Rennes, PUR, 2006.

42 HAYHOE, J., *Enlightened Feudalism. Seigneurial Justice and Village Society in Eighteenth-Century Northern Burgundy*, Rochester, University of Rochester Press, 2008.

43 BRESSANT, T., *Serfs et mainmortables au XVIIIe siècle. La fin d'un archaïsme seigneurial*, Paris, L'Harmattan, 2007.

44 Signalons également la série de monographies réunis dans l'ouvrage collectif *Société, pouvoirs et politiques dans les campagnes, Enquêtes rurales 11*, Rennes, P.U.R.

cellent moyen de mieux appréhender la complexité des relations sociales au sein du village⁴⁵. Traditionnellement dans l'historiographie, les communaux apparaissaient comme des espaces symptômes d'un certain archaïsme d'une agriculture française d'Ancien Régime qui n'avait pas connu de mouvement d'enclosures comparable à celui de l'Angleterre. Mais Nadine Vivier a su renouvelé l'approche de ces espaces en déplaçant le regard du problème économique que représentaient les communaux, notamment en termes de productivité, vers la dimension politique et sociale de ces espaces⁴⁶. Elle a montré dans une série de travaux individuels ou collectifs comment ces terres avaient participé à la construction des identités et des solidarités villageoises notamment lorsqu'elles leur étaient disputées par le seigneur. La Révolution constitue de ce point de vue un observatoire particulièrement propice pour comprendre les logiques politiques qui président au fonctionnement des communautés villageoises et à la gestion des communaux et la relation entretenue par ces entités politiques rurales avec les échelons supérieurs du pouvoir et, en dernier analyse, l'Etat-Nation en construction⁴⁷.

6. De la transmission aux marchés : stratégies, cycle de vie et reproduction sociale de la famille paysanne

La famille paysanne, le destin des exploitations et les processus de reproduction sociale des paysans ont été longtemps considérés principalement à travers le prisme de la transmission. Il est certain que l'influence des travaux de la sociologie de Le Play ont fortement influencé notre perception du fonctionnement de la famille paysanne et du caractère plus ou moins central de la propriété dans les processus de reproduction familiale⁴⁸. L'œuvre de le Play offrait à beaucoup d'égards une vision

45 La question des biens nationaux et des processus de désamortisation relève en partie des mêmes problématiques sociales et politiques et a suscité un certain nombre de publications récentes. Voir la synthèse de BODINIER, B. et TEYSSIER, E., *L'Événement le plus important de la Révolution Française : la vente des biens nationaux (1789-1867) en France et dans les territoires annexés*, Paris, CTHS, « Mém. et Doc. », 2000. Des comparaisons entre la France et les autres pays, en particulier l'Espagne, ont donné lieu à la publication récente d'un livre de BODINIER, B., CONGOST, R. et LUNA, P. F. (editores), *De la Iglesia al Estado. Las desamortizaciones de bienes eclesiásticos en Francia, España y América Latina*, Zaragoza, Prensas Universitarias de Zaragoza, 2010.

46 VIVIER, N., *Propriété collective et identité communale. Les biens communaux en France, 1750-1914*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1998.

47 La thèse de Laurent Brassart l'illustre parfaitement. BRASSART, L., *Gouverner le local. Etat, pouvoirs locaux et mouvements collectifs en Picardie pendant la Révolution*. Paris, SER, à paraître. Voir également l'ouvrage collectif récent de BRASSART, L., JESSENNE, J.-P., VIVIER, N. (dir.), *La conduite communale des affaires villageoises en Europe (XVIIIe-XXe siècle)*, Lille, Septentrion, 2012.

48 Sur la persistance de l'influence leplaysienne, voir ALBERA, D., *Au fil des générations. Terre, pouvoir et parenté dans l'Europe alpine, (XIVe-XXe siècles)*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, collection « Lapierrre et l'écrit », 2011.

idéalisée du mode d'organisation familial paysan par opposition aux évolutions de la famille en contexte d'urbanisation de la fin du XIXe siècle. Pourtant, la réalité décrite par Le Play ne pouvait rendre compte, même partiellement, des réalités de la famille paysanne hors de l'espace des systèmes de partage inégalitaire et/ou à maison tels qu'on les rencontre en France, pour l'essentiel dans les régions du Sud-Ouest. Malgré d'anciens et célèbres travaux de cartographie des systèmes d'héritage⁴⁹, il faut reconnaître que jusque très récemment notre conception du rapport des paysans à la terre, à la transmission et plus largement des processus de reproduction sociale et familiale a été largement fondée sur des analyses qui pour la plupart s'inscrivaient dans une optique Leplaysienne. Les travaux sur les Baronnie des Pyrénées⁵⁰, ceux sur le Gévaudan⁵¹ ou encore les travaux d'Anne Zinc sur le Sud-ouest⁵², ou de Alain Collomp sur la Haute-Provence⁵³, ont largement contribué à faire connaître des historiens ruralistes les sociétés paysannes de type inégalitaire pratiquant la cohabitation de parents au-delà des membres de la famille nucléaire.

L'influence Lepaysienne et le grand nombre de travaux sur les régions de pratiques inégalitaires ont largement influencé la manière dont les historiens français ont abordé, et abordent parfois encore, le rapport à la terre des paysans à l'époque moderne. Les processus de reproduction sociale des individus ont ainsi été longtemps principalement étudiés à travers le prisme de la transmission de l'exploitation et de la question de l'exclusion – contre l'éventuel paiement d'une dot ou d'une légitime – des filles et des cadets. Dans cette perspective l'historiographie a longtemps insisté sur la permanence des exploitations, notamment dans les systèmes à maison, qui se transmettent intactes ou presque de générations en générations.

Pourtant cette approche, pour légitime qu'elle soit, ne peut parler pour l'ensemble de la France rurale d'Ancien Régime. Elle ne peut rendre compte des

49 YVER, J., *Essai de géographie coutumière, égalité entre héritiers et exclusion des enfants dotés*, Paris, Sirey, 1966 ; LE ROY LADURIE, E., « Système de la coutume. Structures familiales et coutumes d'héritage en France au XVI^e siècle », *Annales ESC*, 1972, 4-5, pp. 825-846. Fin 2011, Jérôme-Luther Viret a soutenu une thèse d'habilitation à diriger des recherches (Université Paris 4 Sorbonne) intitulée « Le droit et la reproduction familiale en France du Moyen Âge à 1789 » qui reprend ces problématiques dans une démarche très orientée vers l'histoire du droit.

50 GOY, J. et CHIVA, I. (dir), *Les Baronnie des Pyrénées*, Paris, EHESS, 1981 et 1986.

51 CLAVERIE, E. et LAMAISON, P., *L'impossible mariage. Violence et parenté en Gévaudan*, Paris, Hachette, 1982.

52 ZINC, A., *L'héritier de la maison. Géographie coutumière du Sud-Ouest de la France sous l'Ancien Régime*, Paris, EHESS, 1993.

53 COLLOMP, A., *La maison du père, Famille et village en Haute Provence aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, PUF, 1983. Il ne s'agit pas d'un pays de coutume mais de droit romain. En termes de transmission les effets des deux systèmes sont proches : choix de l'héritier unique et préservation, dans une large mesure, dans les mains d'un seul enfant du patrimoine foncier familial.

processus de reproduction sociale d'une large partie de la France du Nord où domine le partage égalitaire et la famille nucléaire. Or c'est sans doute sur ces régions que sont parus les travaux qui ont le plus participé au renouvellement de l'historiographie sur les questions de transmission ces dernières années. Ces nouvelles perspectives ont été initiées vers le milieu des années 1980 avec la parution du livre de Gérard Béaur consacré au marché foncier en Beauce dans la région de Chartres⁵⁴ et également par la re-découverte tardive de Chayanov au début des 1990⁵⁵. Ces deux ouvrages, par des voies différentes, mettaient en évidence les contradictions d'une conception du rapport des paysans à la terre et de la transmission des exploitations dérivée de l'étude des systèmes inégalitaires. La mise en évidence de l'existence d'un marché foncier actif dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle en Beauce et de la capacité de paysannerie à aliéner et à racheter des terres permettait à la fois de discuter le rôle de la paysannerie et de sa faim de terre dans le déroulé de la Révolution française mais également, du point de vue qui nous intéresse ici, de discuter le caractère central de l'héritage dans les processus de reproduction sociale de la paysannerie⁵⁶. Si les paysans étaient en mesure d'agir de manière régulière sur le marché foncier, on ne pouvait plus alors se contenter d'envisager la construction des patrimoines familiaux à travers le prisme quasi exclusif de l'héritage.

La traduction de l'œuvre de l'économiste russe Chayanov en anglais en 1966 et surtout en français en 1990 a largement contribué, quant à elle, à introduire la question du cycle de vie des exploitations dans les travaux des ruralistes⁵⁷. A partir du cas de la paysannerie russe de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle, Chayanov a mis en avant l'adaptation de la surface des exploitations aux besoins et aux dimensions du groupe familial et donc ces variations au cours du cycle de vie familial. La transposition de ce modèle à un autre contexte a évidemment été discutée, mais il est un fait

54 BEAUR, G., *Le Marché foncier à la veille de la Révolution. Les mouvements de propriété beaucerons dans les régions de Maintenon et de Janville de 1761 à 1790*, préface de Pierre Goubert, Paris, EHESS, 1984.

55 CHAYANOV, A., *L'organisation de l'économie paysanne*, Paris, Librairie du Regard, 1990. Maurice Aymard avait toutefois contribué à diffuser la pensée de Chayanov dans un article intitulé, « Autoconsommation et marché : Chayanov, Labrousse ou Le Roy Ladurie ? », *Annales ESC*, novembre-décembre 1983, n° 6, pp. 1392-1410.

56 Il y a en effet un hiatus à considérer d'une part que les paysans assurent la situation d'un ou de plusieurs enfants essentiellement par le biais de la transmission des biens fonds, celle-ci pouvant être anticipée par un contrat de mariage par exemple d'une part et de l'autre à considérer que la paysannerie, continuellement endettée, se fait toujours dépossédée de ses biens tantôt par l'aristocratie tantôt par une bourgeoisie audacieuse, à la faveur des crises agricoles et frumentaires de l'Ancien Régime. Cette dépossession continue est en effet contradictoire avec l'idée que ces paysans aient toujours des exploitations à transmettre à la fin de l'Ancien Régime.

57 CHAYANOV, A., *The Theory of peasant economy*, USA, American Economic Association, 1966.

aujourd'hui que la conjonction des travaux de Béaur d'une part et l'introduction des travaux Chayanov font que, depuis une dizaine années, la prise en compte du fonctionnement, des rythmes et des caractéristiques du marché foncier dans l'analyse des structures foncières et la prise en compte du cycle de vie individuel et familial dans l'analyse des processus de reproduction sociale, sont devenues des éléments incontournables de toutes les enquêtes d'histoire rurale.

Finalement, l'exploitation et la famille paysannes apparaissent sans doute aujourd'hui comme des structures beaucoup moins figées, beaucoup plus changeantes et adaptables aux besoins du ménage paysan, aux conjonctures et aux crises. Sans nier l'importance de l'héritage, des travaux récents ont démontré la variabilité des patrimoines paysans en fonction du cycle de vie des individus et le rôle parfois déterminant du marché foncier, en tout cas quasi équivalent à celui des transmissions familiales, dans la circulation des biens et la construction des exploitations⁵⁸.

Plus largement, les historiens modernistes se montrent attentifs à toutes les voies qui permettent aux individus de construire leur propre parcours professionnel et patrimonial. Ces voies pourraient être rassemblées sous l'expression d'« insertion des paysans dans les marchés », marché de la terre naturellement, mais également marché des baux si important pour compléter une exploitation⁵⁹. L'analyse des modalités de construction des parcours patrimoniaux passe aussi par la prise en compte du fonctionnement du marché du crédit⁶⁰ ou encore du marché du travail⁶¹.

Cette multiplicité et cette complémentarité des processus de reproduction sociale se traduit aussi par un intérêt renouvelé pour une question difficile : celle de la mobilité géographique et des migrations rurales⁶². En effet, que l'on s'inscrive dans le

58 BOUDJAABA, F. : *Op cit.*

59 BÉAUR, G., ARNOUX, M. et VARET-VITU, A. (dir.), *Exploiter la terre. Les contrats agraires de l'Antiquité à nos jours. Actes du colloque de Caen, 10-13 septembre 1997*, Rennes, Association d'Histoire des Sociétés Rurales, 2003.

60 MINARD, Ph. et WORONOFF, D. (dir.), *L'argent des campagnes. Echanges, monnaie et crédit dans la France rurale d'Ancien Régime. Journées d'études tenue à Bercy le 18 décembre 2000*, Paris, Comité pour l'Histoire Économique et Financière de la France, 2003. Ou encore HOFFMAN, Ph., POSTEL-VINAY, G., ROSENTHAL, J.-L., « Les marchés du crédit notariés en France, 1780-1840 », *Annales HSS*, mars-avril 2004, n° 2, pp. 387-424.

61 BARJOT, D. et FARON, O. (dir.), *Migrations, cycle de vie familial et marché du travail*, Paris, Société de Démographie Historique - Association Française des Historiens Economistes, « Cahiers des A.D.H. », 2002. Ou encore DEROUET, B., « Sur les rapports entre marché du travail et cycles familiaux : le contraste entre Haute-Marche et Thimerais (XVIII^e-XIX^e siècles) », in DESSUREAULT, C., DICKINSON, C. et GOY, J., *Marché et famille*, Sillery, Septentrion, 2004 pp. 49-61.

62 Ce vieux débat a été relancé en 1991 par un article de CROIX, A., « 'L'ouverture des villages sur l'extérieur fut un fait éclatant dans l'ancienne France'. Position de thèse », *Histoire et Sociétés Rurales*, 11, 1er semestre 1999, p. 109-146, et prolongé par exemple par GOURDON, V., TREVISI, M., « Age et migrations dans la France rurale traditionnelle : une étude à partir du recensement de l'An VII à la Roche-Guyon », *Histoire Economie et Société*, 2000-3, pp. 307-331. La position de ces auteurs a été fortement

cadre inégalitaire des régions du Sud-Ouest ou dans le cadre des régimes égalitaires du Nord de la France, la migration est un élément de compréhension des processus de construction et de préservation des exploitations. Dans le premier type de régions, la migration des cadets est un des moyens de maintien de la maison dans les mains de l'héritier désigné, dans le second type, la division des héritages entre frères et sœurs empêche l'installation de chacun dans la paroisse sans passer par le marché foncier pour reconstituer une exploitation viable et conduit un certain nombre des individus à préférer, ou à subir, la migration pour trouver des terres exploitables ailleurs ou vivre en ville. Cependant, il faut reconnaître que la migration des paysans reste un phénomène difficile à saisir et surtout à mesurer faute de sources⁶³. Or une grande partie des débats entre historiens sur le fait de savoir si la France rurale d'Ancien Régime était avant tout sédentaire ou pas ne peut trouver sa conclusion que dans des travaux d'évaluation de l'ampleur du phénomène. Citons dans cette perspective l'article récent de J. Hayhoe, qui propose pour la Bourgogne d'intéressantes réponses qui demanderaient à être comparées à d'autres échantillons en France⁶⁴.

L'attention portée à des vecteurs moins évidents de la reproduction sociale que les processus de transmission successorale a enfin conduit les historiens ruralistes à s'interroger sur le rôle de la parenté au sens large, aux formes de solidarités familiales qui peuvent faciliter la constitution des patrimoines fonciers. Bien entendu, sur ce point comme pour la question du marché du travail ou celui de la location, les chercheurs sont confrontés à des problèmes de disponibilité des sources. L'entraide familiale au quotidien fait une large part à l'informel et laisse moins de traces dans les archives notariées que les mutations foncières. Cette réflexion sur les solidarités familiales n'est pas propre à l'histoire rurale mais participe plutôt du dynamisme actuel de l'histoire de la famille, dont la revue *Annales de Démographie Historique*, est depuis une quinzaine d'années l'un des foyers majeurs⁶⁵. L'une des questions centrales est de savoir s'il faut lire les formes d'entraide repérables entre ménages ruraux apparentés

discutée par POUSSOU, J.-P., « L'enracinement est le caractère dominant de la société rurale française d'autrefois », *Histoire, Économie et Société*, 21-1, 1er trimestre 2002, p. 97-108. Jacques DUPÂQUIER a prolongé le débat dans « Sédentarité et mobilité dans l'ancienne société rurale. Enracinement et ouverture : faut-il vraiment choisir ? », *Histoire et Sociétés Rurales*, 2002-2, pp. 121-135.

63 La migration sous l'Ancien Régime en tant que telle n'a évidemment jamais été ignorée par les historiens notamment ceux des sociétés rurales de montagne. Parmi beaucoup d'autres références désormais classiques, citons FONTAINE, L., *Pouvoir, identités et migrations dans les hautes vallées des Alpes occidentales (XVII^e-XVIII^e siècles)*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, « La pierre et l'écrit », 2003.

64 HAYHOE, J., « L'exogamie comme indicateur de mobilité géographique en Bourgogne rurale au XVIII^e siècle », *Annales de Démographie Historique*, 2011-1, pp. 187-212.

65 *Kinship in Europe. Approaches to Long-Term Development (1300-1900)* edited by WARREN SABEAN, D., TEUSCHER, S. and MATHIEU, J., New-York-Oxford, Berghahn Books, 2007.

comme l'expression d'un système de solidarités parentélares ou comme des attitudes plus ponctuelles et reliées à des conjonctures ou des configurations familiales particulières et souvent temporaires. H. Neveux dans un article de 1995 semblaient pencher clairement pour la deuxième option, soulignant la nécessaire distinction à opérer entre une parenté reconstituée à la manière des anthropologues et la parenté réellement opérationnelle⁶⁶. Naturellement ce débat n'est pas tranché. Certains auteurs ont mis en évidence l'existence de pools de parenté et de stratégies d'alliances⁶⁷. D'autres travaux sur d'autres régions de partage égalitaire tendent à minimiser le rôle de la parenté en tant qu'outil d'un système structuré de solidarités et à insister sur le fait que, hors du champ du ménage paysan, les solidarités sont sinon rares, du moins ne portent-elles le plus souvent que sur des éléments secondaires du patrimoine et de la vie des familles⁶⁸.

7. Conclusion

Le renouvellement de l'histoire rurale française est aujourd'hui une évidence sur le plan méthodologique et problématique. Les historiens modernistes ont délaissé les grandes monographies régionales au profit d'études plus ciblées, moins centrées sur l'analyse des structures et des rapports de force socioéconomiques que sur celle des changements et des interrelations au sein des sociétés rurales. Cet héritage, labroussien par beaucoup d'aspects, ne doit pas pour autant être regardé de manière négative. Il n'est pas question ici de dresser, de manière implicite, un sombre tableau des travaux des quatre décennies qui ont suivies la Seconde Guerre Mondiale. Les historiens ruralistes de l'époque moderne n'abordent sans doute plus aujourd'hui l'histoire des campagnes de la même manière que leurs aînés, mais pour autant, ces travaux anciens, par leur nombre et leur qualité, constitue encore une trame essentielle de nos connaissances des sociétés rurales d'Ancien Régime.

Pendant, certaines approches classiques de la société rurale française d'Ancien Régime ne sont plus véritablement opérantes au vu des travaux de ces quinze dernières années. Le mythe de l'autosuffisance paysanne devient difficilement soutenable. Les paysans ont toujours eu besoin de passer par l'échange monétaire

66 NEVEUX, H., « Sollicitations conjoncturelles des cercles de parenté, position du problème à partir du milieu rural français (XVI^e-XVIII^e siècles) », *Annales de Démographie Historique*, 1995, pp. 35-42.

67 VIRET, J.-L., « Alliances et réseaux familiaux en Ile-de-France (milieu XVI^e - milieu XVII^e siècle) », *Annales de Démographie Historique*, 2003/2, pp. 155-175.

68 BOUDJAABA, F., *op. cit.* et BOUDJAABA, F., « Parenté, alliance et marché dans la France rurale traditionnelle. Essai d'application de l'analyse de réseaux au marché foncier et immobilier de Saint-Marcel (Normandie) 1760-1824 », *Annales de Démographie Historique*, 2005-1, pp. 33-59.

pour accéder à un certain nombre de consommations, et même si cela n'avait pas été le cas, le paiement de la taille l'imposait. La démonstration de l'insertion des paysans, même les plus modestes, à différents degrés et à différents titres, dans les marchés bat en brèche l'idée d'un paysan vivant uniquement de ses productions et, par là, restant imperméable aux variations des prix agricoles et aux influences culturelles. Outre que la terre possédée permet rarement à une majorité de paysans de subvenir aux besoins du groupe familial, l'exploitation familiale est intégrée à de multiples marchés : marché de la terre, marché des grains, marchés des baux, du crédit et du travail ; ces liens mettent à mal l'idée d'une paysannerie autosuffisante voire d'une paysannerie pour laquelle ce modèle économique constituerait un idéal.

Le mythe d'une société rurale immobile lui aussi est aujourd'hui difficilement soutenable. En réalité les travaux classiques de l'histoire rurale ont rarement défendu cette position, mais l'attention aux structures a sans doute contribué à diffuser cette vision des campagnes. L'intérêt accru porté par les historiens ruralistes français à des campagnes différentes de celles du modèle de la ferme céréalrière a mis en évidence la singularité de certains types d'espaces ruraux, en particulier ceux qui sont à proximité des villes. Ces villages constituent des laboratoires du changement et de la circulation des biens et des pratiques qui restent encore largement à explorer.

Finalement, et si l'on compare la situation de l'histoire rurale en France avec celle qui était la sienne il y a une trentaine d'années à son âge d'or, ce champ historiographique ne manque pas davantage de dynamisme et, même d'une certaine manière, est porté par des problématiques plus pointues et peut-être plus stimulantes qu'auparavant, car le tableau général de la société rurale d'Ancien Régime a déjà été dressé par les générations précédentes. En revanche le nombre d'historiens modernistes qui font encore l'histoire des campagnes est beaucoup plus réduit. C'est pourquoi le dialogue avec les historiographies des autres pays européens est devenu indispensable pour poursuivre la dynamique du renouvellement de l'histoire rurale française initiée il y a une quinzaine d'années.